

Le budget

• (1540)

Il y a des thèmes très importants dans ce budget: réduire le fardeau des emprunts, réduire le fardeau fiscal et la réglementation. Ce n'est pas, nous l'admettons, la voie de la facilité, qui aurait été de suivre les conseils qu'on nous a donnés, et particulièrement ceux de nos collègues d'en face. Quiconque a déjà géré une entreprise ou un ministère sait combien il est difficile de réduire les dépenses, de réduire le personnel, de ne pas profiter des occasions qui se présentent et qui vous permettraient de faire bonne figure de temps en temps.

D'après toutes les indications dont nous disposons à l'heure actuelle, le message est bien passé et les réactions de ceux à qui il était destiné sont très positives, pour le moment du moins. Le dollar a augmenté, les marchés ont bien réagi. Et franchement, ce budget est la preuve que les mesures sévères que nous avons adoptées et la politique stricte dont nous n'avons pas dévié depuis que nous sommes arrivés au pouvoir en 1984, ont des effets bénéfiques. La confiance que nous nous sommes gagnée, et qui a résisté contre vents et marées, particulièrement en ces temps de récession et en dépit des tendances politiques, est de bon augure pour que nous menions à bien notre mandat.

On doit évaluer un budget selon la qualité et l'exactitude des prévisions sur lesquelles un ministre des Finances se base. Pour l'édification des députés d'en face qui critiquent notre budget et notre approche, je vais donner quelques chiffres et remonter au budget de 1991. Le ministre doit faire certaines suppositions. Il avait donc prévu que le taux d'inflation serait de 5,6 p. 100 en 1991-1992 et qu'il serait de 3,2 p. 100 en 1992-1993. Nous nous souvenons tous que la critique de l'opposition avait prévu que jamais nous ne réussirions à atteindre un tel objectif en si peu de temps. Nous savons tous quel est le taux d'inflation aujourd'hui. Il est de moins de 2 p. 100. Nos attentes ont été dépassées.

Voyons maintenant le taux d'intérêt. Il était de 9,5 p. 100 en 1991-1992; il est de 9 p. 100 en 1992-1993; et il sera de 7 p. 100 en 1993-1994. Nous savons tous que nous avons un an d'avance par rapport à nos prévisions. C'est très bien. Le taux de chômage a été évalué à 10 p. 100 pour 1991-1992 et à 9,8 p. 100 pour 1992-1993. Je l'admets, là, nous nous sommes trompés. Nous avons fait une erreur de 1 ou de 1,5 point de pourcentage et le chômage, nous le reconnaissons tous, atteint un taux inacceptable.

Les prévisions sur le déficit sont particulièrement révélatrices parce que nous avons vu juste.

Je voudrais établir une comparaison avec un budget semblable, présenté à une étape comparable du cycle économique, il y a dix ans à peine, soit le budget MacEachen de 1981-1982. Le déficit de 1980 était de 12,1 milliards de dollars. Les libéraux luttèrent contre les dépenses sur le déficit. Ils avaient accru leurs dépenses de fonctionnement de 15 p. 100 par année pendant les 10 années précédentes. Le déficit était un grave problème. Dans ce budget, donc, ils prévoyaient ramener le déficit à 10 milliards de dollars, soit une réduction de 2 milliards de dollars.

Finalement, le ministre MacEachen a dû présenter un budget supplémentaire en juin. À ce moment, le déficit était passé à 19,5 milliards de dollars, ce qui représentait une augmentation de 100 p. 100 par rapport aux prévisions. À la fin de l'année financière, le déficit était passé à 24,6 milliards de dollars. Cela représente une erreur de 139 p. 100 par rapport aux prévisions.

C'est là le genre de comparaisons qu'il faut faire pour mettre nos mesures dans une juste perspective.

Parlons des taux d'intérêt. Les taux d'intérêt des libéraux, à leur maximum, étaient de 22,75 p. 100, et je parle du taux préférentiel des banques à charte. Le taux est aujourd'hui de 8 p. 100. Ce sont certains des chiffres qu'il faudrait citer quand on compare la manière dont nos prédécesseurs confrontaient certaines situations très difficiles comme celle où nous nous trouvons actuellement.

Il est important de le faire remarquer parce que l'opposition nous propose les mêmes mesures, le même genre de conseils qu'elle suivait à l'époque. Nous savons tous, d'après l'expérience de 1981 à 1983, quelles seraient les conséquences si on suivait de tels conseils. On ne peut pas s'enrichir en dépensant et rester sobre en buvant. L'opposition pense que la naïveté du public n'a pas de borne quand elle fait ces propositions sans leur donner vraiment aucune crédibilité. Nous savons en quoi consistaient les programmes que ses membres ont imposés au public canadien à l'époque.

M. le Président: Je regrette, j'ai induit le ministre en erreur, il peut parler jusqu'à 15 h 55. Je ne veux pas le faire presser.

M. Oberle: On nous conseille d'emprunter pour stimuler l'économie. Les députés de l'opposition disent que nous devrions jeter l'argent par les fenêtres, que ce soit pour l'enseignement, la recherche ou pour autre chose. Dépenser sans compter, voilà leur solution.